

Mardi 10 avril
Palais du Luxembourg

Conférence-débat sur l'Iran

Ouverture des travaux

Message du Sénateur Aymeri de MONTESQUIOU, Président du groupe interparlementaire d'amitié France-Iran

(lu par M. Michel LAFLANDRE, secrétaire exécutif du groupe d'amitié)

Monsieur le Président,

Messieurs les Ambassadeurs,

Chers Collègues,

Mesdames, Messieurs

Le groupe sénatorial d'amitié France-Iran, que j'ai l'honneur et le plaisir de présider, est très heureux de vous accueillir au Sénat, à l'occasion du lancement de l'ouvrage sur l'Iran réalisé sous la direction du Professeur Michel MAKINSKY et publié aux Editions de l'Harmattan.

Bien que le Sénat ne siège pas en séance publique en ce moment, les travaux parlementaires se poursuivent, et des contraintes de dernière minute m'empêchent finalement d'ouvrir en personne cette manifestation. De son côté, le Président Philippe MARINI, vice-président du groupe d'amitié, risque lui aussi d'être retenu jusqu'à 19 heures, et ne pourra donc être parmi vous en début de séance.

Cela étant, soyez assurés que lui comme moi avons suivi avec une grande attention la préparation de cette rencontre, sur un pays plus complexe qu'il n'y paraît et dont, à mon avis, le Sénat n'a pas toujours une connaissance assez approfondie.

Lorsque le Professeur MAKINSKY est venu me proposer d'organiser cette conférence au Palais du Luxembourg, j'ai donc été sensible à sa démarche, qui me semble de nature à mieux faire connaître l'Iran et les relations rarement bien analysées que ce pays entretient avec ses partenaires sur la scène internationale.

Ayant donné aux orateurs la consigne d'être brefs, vous ne m'en voudrez pas de ne pas allonger mon propos... Je terminerai simplement en remerciant toutes les personnes – à la tribune ou dans la salle – qui ont accepté de participer à cette rencontre, et en souhaitant à tous d'excellents travaux.

Michel MAKINSKY

Chargé d'enseignement à l'École Supérieure de Commerce et de Management de Poitiers

Je vous ai réunis pour vous présenter un ouvrage collectif, intitulé *L'Iran et les grands acteurs régionaux et globaux (éditions de l'Harmattan, 2012)* destiné à ouvrir sur ce pays une vision nouvelle. Il est en effet important de savoir comment l'Iran perçoit ses interlocuteurs, et quelles en sont les conséquences stratégiques. Nous avons également souhaité renouveler l'offre d'avis d'expertise sur l'Iran.

Notre ouvrage compte vingt-trois contributeurs de premier ordre, ainsi que des jeunes chercheurs belges et étrangers. Il était temps, en effet, de voir émerger de nouveaux auteurs pour intervenir dans les médias sur le sujet de l'Iran.

Une autre clé de lecture tient à la notion de posture stratégique. Nous avons également voulu donner des éclairages sur des acteurs non-étatiques, tels que l'Agence Internationale pour l'Énergie Atomique.

Enfin, cet ouvrage intervient dans un contexte chargé et important, celui des élections législatives récentes, qui ont donné un signal fort.

Ainsi, M. Ahmadinejad, considéré comme perdant lors de ce scrutin, fait en réalité face à une situation plus complexe, puisqu'il sera nécessaire d'attendre plusieurs semaines afin de connaître les allégeances éventuelles.

Or, la vraie leçon de cette élection a été la déclaration triomphale de M. Khamenei, annonçant un taux de participation extraordinaire, et souhaitant réaffirmer sa propre légitimité perdue à la suite des élections présidentielles de 2009. Ce faisant, en se focalisant davantage sur ce score que sur les résultats réels, il a entendu rétablir son autorité écornée. Tout d'abord, il a prorogé pour cinq ans le mandat du Conseil du Discernement et celui de son Président, M. Rafsandjani. Par ce geste, le Guide complète son dispositif d'encerclement de M. Ahmadinejad.

En second lieu, sous l'impulsion du Guide, les pouvoirs de M. Ghassemi, ministre du Pétrole, ont été renforcés. Ce dernier pourra donc conclure seul des accords avec tout partenaire ou pays, sans avoir à suivre une quelconque procédure. Une telle autonomie échappe donc, de fait, à M. Ahmadinejad,

Ainsi, se considérant comme seul maître, le Guide a-t-il délivré en mars 2012 un message inattendu au Président Obama en réponse à l'un de ses discours, laissant la porte ouverte à des négociations malgré les sanctions.

En définitive, la phase actuelle est une phase de changement de rapports de forces.

La montée en puissance du chiisme au Maghreb

David RIGOULET-ROZE

Chercheur à l'IFAS

Mon propos concerne la récente montée en puissance du chiisme au Maroc et dans d'autres pays du Maghreb, dont il conviendra d'étudier s'il s'agit d'un phénomène d'importation iranien, ou de la résurgence d'un phénomène endogène propre au Maghreb.

Le point de départ est la rupture des relations diplomatiques, en mars 2009, entre l'Iran et le Maroc. Selon le Maroc, cette rupture est officiellement motivée par une solidarité panarabe et l'affaire de Bahrein. Or, on peut s'interroger sur la violence de la réaction de Rabat, dans la mesure où, d'une part, Bahrein lui-même avait clos l'incident, et d'autre part, où le Maroc et l'Iran sont séparés de plusieurs milliers de kilomètres.

En réalité, le ministre des affaires étrangères marocain a fustigé le processus de propagation chiite au Maroc avec l'appui de Téhéran, s'élargissant également au reste du Maghreb. Il s'agit d'un contexte confessionnel délétère qui prévaut au sein de la communauté musulmane depuis la chute de Saddam Hussein, et plus largement avec la question nucléaire.

Cet incident diplomatique peut en outre être rapproché de certaines déclarations du prédicateur islamo-sunnite Al Qaradawi, officiant sur la chaîne *Al Jazeera*, qui avait dès septembre 2008 affirmé que nombre de pays maghrébins - en tête desquels l'Algérie, de rite sunnite malikite - faisaient l'objet d'une entreprise déstabilisatrice de la part de Téhéran.

S'agissant du chiisme au Maroc, plusieurs associations d'obédience chiite existent. Ainsi, Driss Asni, chef spirituel de l'une d'entre elles (*Al Ghadir* dans la ville de Meknès) explique qu'il n'existe aucun problème avec la famille royale chérifienne marocaine, puisqu'elle est descendante du Prophète. Ce faisant, il tente de rapprocher le Maroc de la culture chiite, en déclarant que sa dynastie régnante est par essence chiite. Par ailleurs, ce même chef spirituel insiste sur le fait qu'il s'agit d'une composante ancienne de l'identité marocaine.

Or, cette conception peut difficilement être contestée, dans la mesure où au VIII^{ème} siècle Idriss, arrière-petit-fils de Hassan (lui-même fils d'Ali et époux de Fatima Zahra, la fille du Prophète), s'était réfugié au Maroc en se faisant reconnaître comme Imam et en fondant la dynastie des idrissites, qui a régné jusqu'à la fin du X^{ème} siècle.

L'empreinte chiite imprègne en outre fortement la culture berbère. Cette réceptivité s'explique par le fait que le principe d'égalité, prôné par le Coran, n'était pas consenti à ces populations, qualifiées de converties non arabes et soumises à des mesures vexatoires.

En définitive, il apparaît que la supposée étrangeté du chiisme maghrébin est contestable, au regard de la culture ancienne chiite au Maghreb.

L'origine et le rôle des perceptions mutuelles entre les États-Unis et l'Iran

Vincent EIFFLING

Assistant à Université de Louvain

La compréhension des perceptions mutuelles entre les États-Unis et l'Iran permet de mieux saisir l'actuel blocage.

L'état d'animosité qui caractérise aujourd'hui les États-Unis et l'Iran puise ses origines dans l'Histoire. Le processus s'est en effet construit depuis le régime autoritaire du Shah et les différentes administrations qui se sont succédé à la Maison Blanche.

Côté iranien, le régime ressasse sans cesse sa rhétorique anti-américaine.

Côté américain, il semble que les différentes administrations peinent à prendre la pleine mesure du poids de l'Histoire. En outre, la révolution de 1979 a constitué un traumatisme. Par ailleurs, les réalistes s'opposent aux plus farouches néo-conservateurs. De plus, le poids des *lobbies* doit être pris en compte si l'on étudie le processus décisionnel.

L'histoire des relations bilatérales depuis 1979 est jalonnée par un ensemble d'interconnexions très larges entre différentes problématiques. Mais au-delà des zones conflictuelles, se situent des zones de coopération potentielle, une telle coopération demeurant toutefois improbable pour l'instant, sans un minimum de confiance.

De ce fait, le compromis sur le nucléaire constitue un préalable, de même que les enjeux relatifs à la sécurité d'Israël.

Du point de vue iranien, la perception négative est à mettre en perspective avec la crainte de l'islam, provoquée par le 11 septembre 2001.

Il convient donc de tenter de comprendre les différents points de vue, car aussi bien Washington que Téhéran puisent dans le passé pour discréditer l'autre.

Soulignons cependant qu'il s'agit de comprendre, mais non de justifier.

Pourtant des initiatives positives ont eu lieu de part et d'autre, et se sont heurtées à des fins de non-recevoir. Néanmoins, il faut accorder du crédit au Président Obama, qui est allé plus loin dans son ouverture vers l'Iran que nul autre Président américain. Ainsi, parmi les nombreux gestes en direction de l'Iran, il a autorisé les ambassades américaines à inviter les diplomates iraniens pour les festivités du 4 juillet.

En définitive, les perspectives apparaissent pessimistes à l'heure actuelle, même si les possibilités sont nombreuses.

Les limites conceptuelles de la notion de « perception mutuelle »

Julien ZARIFIAN

Maître de conférences en civilisation américaine à l'Université de Cergy-Pontoise

A ce stade de nos travaux, et ayant entendu les premiers intervenants, je crois utile de revenir sur le concept de perception, qui comporte des limites, notamment dues au caractère évolutif de la perception, ainsi qu'à un risque de simplification et de déterminisme.

Or, la réalité est beaucoup plus complexe. S'il est donc important d'étudier les perceptions basées sur l'Histoire, il est nécessaire de garder une certaine distance par rapport à celles-ci.

Par ailleurs, il est toujours délicat d'évoquer les *lobbies*, qui ne sauraient être considérés comme étant décisionnaires à Washington. De plus, leur pouvoir d'influence a montré ses limites, notamment lorsque l'intérêt national est en question.

Enfin, s'agissant des zones de coopération potentielle, il existe en effet un certain nombre de convergences entre les États-Unis et l'Iran, qui pourraient éventuellement amener un rapprochement dans un autre contexte. Ces convergences pourraient ainsi être résumées :

- Les relations entre ces deux États n'ont pas toujours été mauvaises.
- A défaut d'être amis, les États-Unis et l'Iran se retrouvent au moins sur un point : leur égale rivalité avec un ennemi commun, l'islam sunnite radical symbolisé par *Al Qaeda*.
- Le besoin en ressources énergétiques pourrait être vecteur de rapprochement.
- Il est dans l'intérêt de ces deux acteurs de voir le Moyen-Orient se stabiliser.

Les rapports entre l'Iran et l'Amérique Latine

Jean-Jacques KOURLIANDSKY

Chercheur à l'IRIS sur les questions ibériques

Cette question des rapports entre l'Amérique Latine et l'Iran est assez peu traitée. En effet, il s'agit de la rencontre improbable entre deux mondes qui s'ignoraient depuis leur accès à l'indépendance. Cela dit, nous assistons aujourd'hui, d'évidence, à une accélération des rapports mutuels entre ces deux ensembles éloignés à tous égards.

Le constat depuis 2005 est celui de visites annuelles du Président iranien dans l'un ou l'autre des pays d'Amérique Latine, tandis que les Présidents des pays concernés se rendent en Iran. De plus, le réseau diplomatique s'est étoffé, le tout se soldant par la signature de coopérations économiques et l'initiative assez spectaculaire de la Turquie et du Brésil en vue de sortir d'une crise internationale en mai 2010.

Or, il semble que ce rapprochement pose des problèmes de justification aux intéressés eux-mêmes. Ainsi, un discours assez curieux émerge, consistant à dire que les pays d'Amérique Latine, d'origine espagnole, partagent un point commun dans leur histoire avec l'Iran : l'Islam. Par ailleurs, la vocation quasi religieuse du discours des dirigeants d'Amérique du Sud est également mise en avant.

En réalité, la convergence d'intérêts est double :

- Le pétrole est le point de départ des relations mutuelles, ainsi qu'en atteste la réunion de l'OPEP à Caracas en décembre 2000.
- Le changement de l'ordre international et l'évolution des rapports de force internationaux font émerger la volonté de l'Iran d'accéder au nucléaire, tandis que le continent latino-américain souhaite à présent jouer un rôle actif.

Ainsi, le Brésil a multiplié les initiatives, qu'il convient d'examiner dans un contexte large.

En définitive, le rapprochement entre l'Iran et l'Amérique Latine demeure limité et ne touche pas tous les pays d'Amérique Latine. Son caractère pérenne sera étroitement lié au résultat d'un certain nombre d'élections sur le continent latino-américain.

Michel MAKINSKY

Je souhaite évoquer brièvement le Printemps arabe, sur lequel les dirigeants iraniens se sont mépris en le considérant comme une révolution islamique. Or les Frères Musulmans, sunnites qui montent en puissance en Égypte, lui ont contesté ce caractère de révolution islamique, et ont affirmé qu'il s'agissait d'une révolution démocratique.

L'Arabie saoudite a par ailleurs cultivé ce pôle sunnite contre chiite. De plus le Qatar intervient en première ligne dans la révolte syrienne, tandis que le Hamas se tourne à nouveau vers les Frères Musulmans, en coupant ses liens avec l'Iran.

Il existe donc un terrain entier sur lequel les dirigeants iraniens se sont mépris, en pensant leurs principaux ennemis affaiblis.

Finalement, on se trouve en présence d'un ensemble « perdants-perdants », auxquels semble s'ajouter Israël, après la chute de son partenaire fiable en Égypte.

Le Golfe est donc en pleine mutation, et il convient de se méfier des projections et des scénarios, dans la mesure où les acteurs eux-mêmes ont mésestimé leurs positions de force et de faiblesse.

Les relations entre l'Iran et l'Asie du Sud

Didier CHAUDET

Politologue, spécialiste du Pakistan, de l'Afghanistan et de l'Asie centrale

1) LA RELATION IRANO-PAKISTANAISE

Une entente cordiale semble se développer entre l'Iran et le Pakistan, alors même que depuis 1979, la tension était grande. Il convient en effet de souligner que les Pakistanais se considèrent comme persans. De plus, le Pakistan a souffert de la perte du Cachemire, et du Bangladesh oriental, tandis que l'Iran se sent isolé. Leur point commun est leur mécontentement vis-à-vis des États-Unis.

En outre, le problème du Pakistan réside davantage dans les luttes sectaires se déroulant sur son territoire, que dans la lutte contre *Al Qaeda*. Il existe donc ici une possibilité d'entente avec l'Iran, qui ne parvient pas non plus à dialoguer avec les États-Unis.

Par ailleurs, il existe un rapprochement sur la définition des dangers terroristes au Pakistan et en Iran. Ainsi, le *Djoundallah*, groupe de 2 000 à 3 000 personnes, est un ennemi terroriste commun.

En tout état de cause, les talibans, par nature anti chiites, sont finalement acceptés dans leur existence par l'Iran. En la matière, les Iraniens ont une logique de plus en plus proche de celle des Pakistanais, en vue de stabiliser le pays.

Enfin, il existe une profonde lassitude partagée par l'Iran et le Pakistan vis-à-vis de l'Afghanistan. Néanmoins, si la situation de ce pays ne se stabilisait pas, notamment du point de vue du trafic de drogue, elle pourrait à la longue gêner le rapprochement irano-pakistanaï.

2) L'AFGHANISTAN ET L'INDE

Il est notable de constater que les accusations envers l'Iran, de fournir des armes aux Talibans, se heurtent en réalité à une absence de base concrète. En tout état de cause, une telle fourniture ne serait nullement dans l'intérêt des Iraniens, même s'ils souhaitent voir les Américains quitter l'Afghanistan.

Par ailleurs, les Indiens comprennent que l'Iran pourrait constituer un partenaire, dont le jeu au niveau régional et global est lisible. Ainsi, le rapprochement irano-pakistanaï est vécu comme un élément de stabilisation régionale, dont l'Asie du Sud a besoin. La question énergétique est également importante.

En définitive, le point d'interrogation principal concernant la relation entre l'Iran et l'Asie du Sud réside dans la politique américaine à venir.

Michel MAKINSKY

Je rappelle que dans l'islam chiite, la dissimulation (qualifiée par les Occidentaux de « double-jeu ») est un concept fondamental. Elle intervient dans un but de protection.

En outre, la Chine a opéré un redéploiement massif au Moyen-Orient, notamment en concluant des accords avec l'Arabie Saoudite sur le pétrole. Ce faisant, elle a étranglé l'Iran en termes de prix d'achat du pétrole lourd. Les Chinois sont en réalité les grands

gagnants des sanctions prononcées contre l'Iran. L'Iran et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique

Benjamin SANCHEZ

Chargé de recherches à la Fondation pour la Recherche Stratégique et doctorant à l'Université Paris Diderot (Paris VII)

J'évoquerai les perceptions croisées entre l'Iran et l'AIEA, tout en revenant sur la doxa qui consiste à considérer l'AIEA uniquement sous l'angle de sa dimension technique de contrôle des programmes nucléaires.

Or, si le mandat de l'AIEA est effectivement technique, il comporte en outre une dimension politique indéniable liée à la personnalité de son directeur général. Ce phénomène est d'autant plus manifeste si l'on compare les mandats successifs des différents directeurs généraux.

Ainsi, le climat de suspicion est notamment perceptible au travers de l'avant-dernier rapport de novembre 2011, en son annexe, aux termes de laquelle l'actuel directeur général, Yukiya Amano, pointe les allégations de recherches menées par l'Iran dans le domaine militaire. Or le fait même de publier ces allégations représente un réel changement par rapport à la position de Mohammed El Baradai qui, échaudé par le précédent irakien, avait toujours été circonspect quant à l'authenticité de ces sources.

Les puissances occidentales ont souvent reproché à Mohammed El Baradai sa trop grande indulgence vis-à-vis de l'Iran. Pourtant, il a tenté de créer des conditions favorables au dialogue, en ne mettant pas en avant des éléments litigieux.

Échanges avec la salle

Georges MALBRUNEAU

Les sanctions imposées aux entreprises françaises telles que Peugeot, interdites de commerce avec l'Iran, sont-elles justifiées ?

Philippe MARINI

Il y a le politiquement correct international, consistant à dire que les sanctions font partie de l'ordre public international et résultent de l'absence de coopération de l'Iran sur son accès au nucléaire. Par conséquent, un sénateur de la République ne peut que déplorer leurs conséquences économiques sur notre territoire, sans incriminer la politique de sanctions.

Parallèlement, il y a la réalité, qui se caractérise par un certain nombre de constats.

Ainsi, une partie des milieux d'affaires koweïtiens appartient à la communauté chiite, et est en affaires avec l'Iran. De la même manière, ces milieux continuaient à avoir des liens pendant la guerre Iran-Irak dans la région de Bassorah.

Par ailleurs, le Sultan d'Oman, allié des Occidentaux, a été le premier à rendre visite à M. Ahmadinejad après son élection.

A Dubai, l'Iran a contribué à la reprise de l'immobilier après la crise.

De même, les Émirats continuent à être une place financière facilitant les relations de l'Iran avec l'extérieur.

C'est pourquoi ma réponse est pleine d'ambiguïtés. Il conviendrait plutôt de s'interroger sur le point de savoir si la France est davantage pénalisée par la politique de sanctions, que d'autres pays.

Michel MAKINSKY

Un ouvrage paru en juin 2009, relatif aux effets des sanctions sur les entreprises françaises, fait état de chiffres accablants. Le gouvernement français ne s'est en effet pas contenté de respecter les sanctions officielles, mais a également appuyé les sanctions officieuses américaines. Il apparaît également que les statistiques officielles, aisément accessibles, font état d'une hausse massive des exportations américaines vers l'Iran, alors même que le discours officiel prône les sanctions.

Il ne faut donc pas confondre sanctions officielles et pressions officieuses.

De la salle

Finalement, la politique extérieure de l'Iran est liée par la gestion de ses problèmes intérieurs. Partagez-vous ce constat ?

Michel MAKINSKY

Il est clair que la posture iranienne est directement liée aux luttes factionnelles.

Nous semblons assister à une reconcentration des pouvoirs, aux termes de laquelle le Guide semble reprendre le pouvoir sur les factions.

Clôture

Philippe MARINI

Vice-Président du groupe d'amitié France-Iran au Sénat

La publication que vous avez présentée est très utile dans la conjoncture actuelle. C'est pourquoi le groupe interparlementaire France-Iran a souhaité vous accueillir au Sénat.

En premier lieu, la situation présente est très volatile et dangereuse, notamment dans le Golfe et le détroit d'Ormuz. Nos personnels militaires font preuve d'une extrême maîtrise et ne cèdent à aucune provocation, pour éviter qu'un petit incident aboutisse à un enchaînement aux conséquences irréparables.

Il est donc indispensable de prendre au sérieux cette montée des risques dans la zone, et d'adopter une grande modération en France et en Occident.

Au demeurant, les pays du Golfe prennent ces risques très au sérieux, et souhaitent unanimement éviter toute dégradation de la situation.

Par ailleurs, l'Iran doit être étudié de manière précise sous tous ses aspects. L'Iran est une grande civilisation, alors que bien des États demeurent artificiels, sans réel sentiment national. Bien entendu, il existe en Iran un système de pouvoirs et de réseaux complexes, ainsi que des communautés avec leur identité propre.

En tout état de cause, il ne saurait être question de cesser les relations avec l'Iran.

Les Européens auraient tout intérêt à être plus subtils dans leurs approches.